

STÈLE DÉDIÉE AUX MARTYRS : «LA BOUGIE» ÉRIGÉE AU CENTRE-VILLE DE TIZI-OUZOU

Une attractivité touristique et un reflet mémorial

C'est le totem de Koh Lanta de la célèbre émission de jeu et d'aventure de TF1, disent certains ; un phare qui dirige les bateaux en mer, pour d'autres ; le bon sens populaire l'a affublé du nom de bougie. La bougie, puisque c'est cette dénomination que retient la vox populi, c'est ce monument érigé à l'entrée ouest de la ville de Tizi-Ouzou. Bienvenue au mémorial des 20 000 martyrs de la wilaya de Tizi-Ouzou, zone une de la glorieuse wilaya III historique !

Saïd Aït Mébarek - Tizi-Ouzou (Le Soir) - Sensé être un lieu emblématique de la ville, sa mémoire visuelle et patrimoniale, sa marque de fabrique urbaine susceptible d'étonner le touriste ou d'émouvoir le badaud, cet ouvrage monumental fait l'objet de commentaires caustiques. Des quolibets à peine nommables ! On a beau interroger son identité visuelle, ce monument est artistiquement inclassable, un OANI, objet artistique non identifié !

Offert à l'œil du passant sur l'espace public, tout ouvrage monumental ou de travaux publics (pont, viaduc, bâtiment) est perçu de la même manière qu'une opinion livrée à la discussion de café du commerce. C'est-à-dire, de la façon la plus triviale. Érigé sur le toit de la trémie, à l'entrée ouest de la ville, l'édifice monumental appelé communément La Bougie repose sur un socle en béton armé serti de plaques de marbre sur lesquelles sont gravés les noms des 20 000 martyrs de la révolution que compte la wilaya de Tizi-Ouzou.

De forme cylindrique entouré par une ligne sous forme d'un serpent in et prolongé au sommet par un dôme en verre illuminé de nuit, le mastodonte de fer est pavé de petites figurines, sorte d'enluminures aux formes incrustées qu'on ne peut distinguer de loin. En art, pour tout objet sculpté, peint

ou architectural, l'esthétique, la beauté doivent aller de soi et sauter aux yeux. Ils doivent étonner, émouvoir et susciter des émotions. On a donc l'appréciation qu'on peut. Mais que peut donc «La Bougie» quelle est sa plus-value sur les plans esthétique et symbolique pour une ville comme Tizi-Ouzou ? Simple élément d'esthétique urbaine, le seul mérite de ce mastodonte de fer et de béton armé au statut diffus d'œuvre monumentale est de combler un vide dans un espace jadis livré à la

saleté et aux chiens errants. Quelle empreinte cérébrale laissera-t-il dans la tête du visiteur étranger : s'en ira-t-il en disant : «Ce monument est emblématique de la ville de Tizi-Ouzou» ? Si La Bougie participe, un tant soit peu, à l'embellissement de l'espace urbain, elle ne peut prétendre à restituer son histoire, sa mémoire patrimoniale. Sa plus value économique est presque nulle car d'une attractivité touristique improbable.

Au-delà des critères plastiques qui la sous-tendent, de la perception du beau et du laid par le regard auquel elle s'offre, une statue ou une structure monumentale ne vaut que par la charge symbolique et les sens qu'elle déploie. Ainsi, la ville de Calais est connue par ses célèbres statues «Les Bourgeois de Calais» sculptés par Auguste Rodin. Œuvre entamée par l'artiste en 1884 et achevée en

1889, ce monument réfère à un événement historique qui remonte à 1347.

Les statues sont érigées en hommage et pour glorifier le patriotisme de certains notables de cette ville portuaire française, Calais, qui s'étaient faits volontairement prisonniers pour mettre fin au siège de leur ville imposé par les Anglais pendant la guerre de cent ans.

«Le Manneken-Pis», étonnante statue en bronze d'un petit enfant urinant dans une cuvette (fontaine), érigée il y a plus de 400 ans, est le monument le plus visité de Bruxelles. De même que la ville de Tombouctou, au Mali, est célèbre par sa mosquée. Il serait peut-être prétentieux de pousser la comparaison jusqu'à Paris et sa Tour Eiffel ; à New York et sa statue de La Liberté.

S. A. M.

CÉLÉBRATION DU 1^{er} NOVEMBRE À M'SILA

Une commémoration et des contrastes

Des chouchada oubliés, un camp de concentration complètement détruit et des symboles dégradés. Pourtant une instruction qui stipule la dénomination est exclusive dans le secteur de l'éducation au nom des chouchada.

Comme à l'accoutumée, la wilaya de M'sila a, célébré le 61^e anniversaire du déclenchement de la guerre de Libération dans la nuit du samedi où se sont regroupées les autorités et une centaine de personnes, pour la plupart des jeunes, quelques femmes accompagnées de leur progéniture en bas âge et des représentants des associations et de la société civile qui ont assisté à minuit à la levée des couleurs nationales suivie de feux d'artifice et de coups de baroud d'honneur retentissants, en signe de souvenir de la première balle tirée un 1^{er} Novembre 1954 ici et là, quelque part dans notre vaste pays, déchirant l'obscurité de cette longue nuit et secouant le silence des mechtas et douars algériens, pour annoncer le début d'une guerre de Libération.

Malheureusement, ces festivités n'ont guerre répondu aux attentes de quelques citoyens venus en compagnie de leurs enfants pour voir de si près des hommes ayant pris part à cette grande histoire de l'indépendance ; comme l'a révélé une femme, avocate de profession, venue célébrer cette occasion sur la demande de ces 4 petites filles, toutes rentrées déçues pour avoir assisté de loin, c'est-à-dire derrière les barreaux du jardin du 1^{er}-Novembre situé aux alentours de la cité Nasr (1 000 logements), ne pouvant s'approcher de leurs idoles moudjahidine. A signaler que seuls les responsables et leurs invités avaient le droit d'accéder à l'intérieur du lieu de la fête, à proximité des murs en

marbre portant la liste des martyrs de la wilaya. M. Larbi, un retraité, venu pour se rappeler lors de sa jeunesse les sons retentissants de défunt Aïssa Messaoudi à travers les ondes de la radio «Sawet El Arab» et du regretté poète de la Révolution, feu Moufidi Zakaria.

Un autre se demande où l'on est avec cette passation de consignes et le relais qu'on devrait remettre aux jeunes lorsqu'on assiste à une fête nationale sans pouvoir y collaborer ou y participer, proférant des propos dévoilant les organisateurs bien installés au chaud à l'intérieur de la «mouhafada des moudjahidine», située à proximité des lieux de la fête. Par ailleurs les simples citoyens se frotent les mains dehors dans cette nuit émaillée de brises fraîches en attendant le début de cette célébration.

En cette occasion, on ne peut que déplorer la situation dégradée du camp de concentration d'«El Djorf» dans la commune de Ouled Derradj, située à 22 km à l'est du chef-lieu, cette situation déplorable a duré plus d'une vingtaine d'années, abandonné et occupé par des citoyens pour y résider, désormais démolé et ne reflétant plus l'histoire de la guerre de Libération, ce camp d'emprisonnement et de torture de milliers d'Algériens dont plusieurs font de temps en temps un passage dans le lieu voulant voyager un peu dans l'histoire avec l'intention de se rappeler les conditions difficiles de détention, des personnes venant de Annaba et

d'autres wilayas du pays parmi lesquelles qui se rappellent des responsables du mouvement national tel le regretté Slimane Amirat et d'autres ayant fait un séjour de détention dans ce camp qui a été bien décrit dans le film *Le vent des Aurès* de Lakhdar Hamina Med, cet espace ne garde que la clôture refaite récemment.

La place des Martyrs de la ville de M'sila, un autre lieu qui a été baptisé au nom des premiers 6 chouchada ramenés du côté de Ouenougha», selon un témoignage, et qui ont été déposés par les autorités françaises pour avertir les citoyens et leur dire voilà le sort de celui qui veut réclamer son indépendance ou s'engager dans la rébellion ; une placette pleine d'arbres, de fleurs et de gazon dans les années 1970, désormais elle a perdu tout son charme pour l'abandonner au profit des vendeurs à la sauvette et des gargotiers ambulants.

Quand on veut se rappeler des personnes ayant laissé une empreinte dans cette vaste étendue de l'histoire de la guerre de Libération, beaucoup sont inscrites dans les oubliettes, «Ami Mohamed Hadj Aroussi», l'un des rescapés de la Seine, chef de cellule dans la formation du FLN à Paris, jamais invité à dire ce qu'il avait vécu un 17 Octobre 1961, pourtant il a beaucoup de choses à dire.

Désormais à M'sila, la priorité est accordée aux responsables qui sont passés par la wilaya et aux anciens moudjahidine gravant leurs noms sur les panneaux en vue de dénommer des structures publiques,des placettes et des boulevards,omettant complètement les martyrs et ceux qui ont donné vie et

âme pour la liberté du pays et se faire oublier par des compagnons de combat, tel est le cas de Laïdi Abdallah mort au barrage K'sob, condamné à mort à côté de quelques-uns parmi ses compatriotes tels : les frères Benyounès El Hachemi et Aïssa, Lakhdar Hamina Lakhdar, Ben Yahia Abdelaziz, M'hamedi El Hocine, Chadi H'maïda, Brahimi Tahar, Hamani Madani, Ben Dib Belkacem, Felloussia Mohamed et autres, pour avoir organisé plusieurs attaques contre des convois militaires en plaçant des mines sur leur passage, l'un des plus jeunes chouchada de la région, selon des témoins encore vivant, qui s'appelaient Abdallah le minier, c'est le frère cadet du moudjahid Laïdi Mohamed appelé Djelloul qui a fait la prison de «Guesr-ettaïr» du côté de Sétif pour être détenu dans la région de Maâdhid arme à la main, même leur père Saci mort sous la torture de l'administrateur pour avoir divulgué des secrets au profit de la Révolution, le regretté Laïdi Abdallah n'est même pas porté décédé à l'état civil de la commune de M'sila, il ne figure pas parmi les martyrs de la wilaya, malgré les témoignages de Ben Yahia Ali, Mohamed Saâda, Aïssa Ben Derbal et autres parmi ses compagnons de combat toujours en vie.

La question qu'on se pose : à qui incombe-t-on cette responsabilité de signaler et mentionner la mort d'un chahid et l'inscrire dans la liste des martyrs de la guerre de libération ? en attendant une réponse pour la famille de ce chahid Abdallah Laïdi, demeuré toujours vivant dans le registre de l'état civil de la mairie de M'sila.

A. Laïdi

AÏT AMRANE

Un millier de personnes manifestent contre l'implantation d'une décharge

Lundi 2 novembre, un millier de personnes venues des villages Aït Khelifa, Aït Attou, Talmat, Aït Mouhouche, Aït L'hadj Louni, Bouaidel et Ammel-Centre, dans les communes d'Aït Amrane et Ammel au sud-est de la wilaya de Boumerdès ont envahi, tôt le matin, le siège de la commune d'Aït Amrane.

A la mi-journée, la foule s'est agrandie et s'est dirigée vers la RN5 (Alger-Constantine) pour fermer cet important axe routier. La situation est subitement devenue plus tendue. Elle risque de dégénérer. Les protestataires entendent rejeter fermement mais pacifiquement le projet d'implantation d'une décharge intercommunale d'ordures ménagères. «Nous voulons des usines ou des fermes agricoles pour faire travailler les jeunes, voilà qu'on nous ramène des ordures. Nous nous opposerons fermement

à ce projet», dira en colère Ali président du comité de village de Talmat. Ce qui exacerbe plus la colère de ces villageois, c'est le fait que cette décharge, prévue pour accueillir environ 30 tonnes d'ordures par jour, sera implantée dans un milieu forestier pas loin des villages et par conséquent à proximité des habitations.

Selon le président de l'association Assirem (Espoir), ce dépôt est prévu à 300 mètres de l'ancien complexe touristique-bungalows d'El Kalaâ, actuellement occupé par un détachement de l'armée. Ce projet sera implanté en amont du barrage d'Aït Amrane dont l'eau est pompée vers le barrage de Keddara qui alimente, rappelons-le, les wilayas de Boumerdès et Alger.

La voie ferrée et la RN5 ne sont pas très éloignées du site ciblé. Faut-il rappeler par ailleurs que le piémont d'Aït Amrane est réputé pour son apiculture et pour la qualité de son miel ? Nous avons tenté à plusieurs reprises de joindre au téléphone le maire (FFS) Ahmed Afra, mais ce

dernier occupé avec la protestation nous a conseillé de le rappeler plus tard. Ce qui ne pouvait pas se faire, et ce, pour des raisons techniques. Nous aurions aimé en effet le questionner sur ce communiqué qu'il a rendu public, en fin d'après-midi, la veille de cette protestation pour dénoncer ce projet. Or il est le président de la commission de choix de terrain qui a opté pour ce site alors qu'une partie a été cédée par les services des Forêts à deux citoyens pour sa mise en valeur. Les services techniques (hydraulique, environnement, forêts, agriculture, transport) et 3 élus communaux ont donné leur accord au sein de cette commission de choix de terrain qui s'est réunie, selon une source sûre, le 28 octobre. Seuls le responsable de la Slep de Thénia et un élu du RND, membres de cette commission, se seraient opposés à ce choix.

Le président de l'association citée plus haut revient sur un autre aspect du problème qui aurait pu, selon lui, connaître une meilleure

issue. «En 2008, nous avons écrit au P-dg de Cevital pour lui suggérer de venir investir dans cette région. Il était question à l'époque de l'implantation d'une unité de production de panneaux solaires avec à la clé la création de 3 000 emplois. Monsieur Rebrab avait envoyé une équipe de prospection avec à sa tête l'un de ses directeurs. Cevital était donc très intéressée par l'endroit. Seulement, l'Assemblée populaire communale de l'époque et la wilaya avaient rejeté la proposition de cette entreprise.» D'où le commentaire de Ali, le président du comité de village Talmat cité plus haut. Dans ce dossier, les élus locaux, qui ne s'attendaient sûrement pas à la fermeté des citoyens lorsqu'il s'agit de la protection de l'environnement et par conséquent de leur santé, ont vu tout faux.

La démocratie participative n'est pas leur fort. Ces citoyens ont toutefois la loi de leur côté pour faire annuler ce projet.

Abachi L.